

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
*Fraternité-Travail-Progrès*  
**MINISTRE DES FINANCES**  
**Institut National de la Statistique**



**Enquêtes annuelles d'évaluation des activités de  
PRRO200583 2014-2016 PAM**

**OFFRE TECHNIQUE  
ET  
FINANCIERE**

**Février 2014**

---

Direction générale : 182, Rue de la Sirba BP : 13 416 Niamey-Niger

Téléphone : (227) 20 72 35 60 – Fax : (227) 20 72 21 74 NIF : 9617/R

<http://www.ins.ne>

## **INTRODUCTION**

La présente offre de prestation de services comprend une offre technique et une offre financière.

L'offre technique est articulée autour des points suivants :

1. Rappel sur le contexte et justification de l'enquête
2. Objectifs et résultats attendus
3. la méthodologie proposée
4. le chronogramme de l'étude

L'offre financière présente une estimation détaillée des coûts de réalisation des activités.

## A. OFFRE TECHNIQUE

### 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

Les ménages affectés par les crises alimentaires et nutritionnelles au Niger sont confrontés à d'énormes difficultés et sont parfois dépendants de l'assistance alimentaire. La saison agricole de cette année 2013 révèle que le besoin d'assistance alimentaire reste une préoccupation importante. Face aux enjeux de l'insécurité alimentaire, le PAM et ses partenaires ont mis en place une nouvelle stratégie d'intervention basée sur la résilience en vue de s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Cette stratégie vise à renforcer la résilience des communautés vivant dans des écosystèmes fragiles. Pendant les périodes de soudure, un dispositif ciblé de filets de sécurité permettra d'atténuer les répercussions sur la vie et les moyens d'existence des populations. L'accès des ménages aux avoirs et aux vivres sera favorisé moyennant la récupération des terres, la collecte de l'eau et les achats locaux. Les filets de sécurité seront élargis afin de prévenir la malnutrition et d'assurer l'alimentation scolaire; le développement des capacités fera partie intégrante de toutes les activités.

Conformément au nouveau plan stratégique 2014-2017<sup>1</sup>, l'intervention prolongée de secours et de redressement vise à sauver des vies, à préserver les moyens d'existence et à renforcer la résilience des communautés vulnérables grâce à des dispositifs de distribution de produits alimentaires et de transfert d'espèces. Le plan de l'intervention est axé sur trois (3) principaux objectifs :

- réduire les effets des contraintes saisonnières et éviter un pic de malnutrition aiguë et de mortalité, en mettant l'accent sur les enfants de moins de deux (2) ans dans le cadre d'un dispositif de filets de sécurité destiné aux ménages ;
- améliorer l'accès aux avoirs et aux vivres par la bonification des terres, la collecte de l'eau et les achats locaux ;
- appuyer les filets de sécurité intégrés visant à traiter la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et à mettre en œuvre des interventions communautaires pour prévenir la malnutrition et améliorer l'accès à l'éducation et la poursuite des études.

Les activités qui seront mises en œuvre dans le cadre de ce projet sont :

- Assistance alimentaire ciblée : vivres et espèces.
- Assistance alimentaire ciblée/espèces.
- Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois et femmes enceintes et mères allaitantes.
- Supplémentation alimentaire généralisée: Alimentation scolaire (repas et rations à emporter).
- Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois, femmes enceintes et mères allaitantes et personnel soignant.

---

<sup>1</sup> Adopté lors du dernier conseil administratif tenu en novembre passé.

Le ciblage des bénéficiaires a lieu dans les zones où l'insécurité alimentaire a dépassé 30 % entre 2006 et 2011 et où le taux de malnutrition aigüe globale a été supérieur au seuil d'urgence de 15 % à deux reprises au moins sur la même période. Le processus de ciblage intègre également d'autres indicateurs relatifs à l'achèvement des études, à la prévalence du nomadisme, au potentiel agricole et à la convergence des activités des partenaires.

Les activités Assistance alimentaire pour la création d'avois et l'assistance alimentaire ciblée liée à la supplémentation alimentaire généralisée ont été mises en œuvre à Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder.

Le projet offre un volet évaluation important, notamment une série d'enquêtes quantitatives dans les ménages. Cette évaluation permettra d'améliorer le processus de mise en œuvre et la mesure de ses effets sur les bénéficiaires.

## **2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS**

### **2.1 Objectifs**

#### ***2.2.1 Objectif général***

L'objectif général à court terme est d'établir une situation de référence dans le domaine de la sécurité alimentaire, nutritionnel ainsi que la résilience dans les zones d'intervention du PAM.

A moyen terme, il s'agira d'évaluer les effets directs dus à la mise en œuvre des activités et suivre leur évolution chaque année en vue d'améliorer et de réorienter la mise en œuvre.

Enfin, à l'issue du projet, il sera procédé à l'évaluation de tous les effets directs : impact que le projet a engendré dans les zones bénéficiaires et cela conformément aux recommandations internationales sur l'évaluation des projets (efficacité, efficience, pertinence).

### **2.2.2 Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de l'évaluation sont:

- la détermination de caractéristiques démographiques et socio-économiques des bénéficiaires de cette opération pour avoir une appréciation de la qualité du ciblage.
- L'estimation d'accès des ménages ciblés à l'assistance alimentaire, leur connaissance sur la composition de la ration, les couts d'opportunité, les quantités de vivres actuellement reçus;
- l'utilisation de la ration par les ménages ;
- la perception des bénéficiaires par rapport à la qualité et la quantité de l'assistance alimentaire, ainsi que les autres aides reçues ;
- le suivi de l'indice de stratégie de survie et d'adaptation (Coping Strategy Index-CSI), de la consommation alimentaire (Food Consumption Score-FCS) et de la diversité alimentaire ;
- l'évolution des taux de malnutrition et de morbidité parmi les enfants de 6-23 mois au niveau régional, et la mortalité au niveau national ; ces mesures seront comparées auprès d'un groupe témoin ;
- l'accès au système de santé (distance), et l'attitude démontrée en cas de maladie de l'enfant ;
- la compréhension et la mesure des changements apportés par les opérations de distribution du cash et des vivres (inconditionnel);

### **2.2 Résultats attendus**

Les résultats suivants sont attendus à l'issue de cette étude :

- La situation de référence dans le domaine de la sécurité alimentaire, nutritionnel ainsi que la résilience dans les zones d'intervention est établie ;
- Les effets directs dus à la mise en œuvre des activités sont évalués ;
- L'évolution annuelle des indicateurs en vue d'améliorer et de réorienter la mise en œuvre est suivie ;

- Les effets directs, impact que le projet a engendrés dans les zones bénéficiaires et cela conformément aux recommandations internationales sur l'évaluation des projets (efficacité, efficacité, pertinence) sont évalués
- Des recommandations sont formulées pour les projets futurs.

### 3. METHODOLOGIE

#### 3.1 Couverture géographique de l'enquête

Cette enquête sera réalisée à partir d'un échantillon stratifié. Les trente (30) communes spécifiques au PAM seront réparties en trois (3) strates selon les zones agro-écologiques (agricole, agropastorale et pastorale).

#### 3.2 Calcul de la taille de l'échantillon

Le processus de détermination de la taille de l'échantillon est basé sur les prévalences des indicateurs clés à mesurer lors de cette enquête (récents sur la prévalence de la fièvre, la prévalence de la diarrhée, la proportion des ménages ayant un score de consommation alimentaire pauvre, la prévalence de la malnutrition aigüe globale (pour les 6-23 mois et 6-59 mois).— Ces indicateurs proviennent de l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDNS-MICS IV 2012) et de l'Enquête Nationale sur la Nutrition de 2013.

L'indicateur retenu est celui qui maximise la taille de l'échantillon ; il s'agit de la prévalence de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de 6-23 mois.

En utilisant la formule suivante :

$$n = \frac{t_{\alpha}^2 * p(1-p) * d * (1+k)}{m_{\alpha}^2}$$

Où **n** est le nombre de ménages à sélectionner ; le nombre moyen de la population par ménage,  $t_{\alpha}$  est le quantile d'ordre  $1 - \frac{\alpha}{2}$  de la loi normale réduite centrée, au carré ;  $m_{\alpha}$  est la marge d'erreur absolue associée au niveau de confiance associée à l'estimation **p** ; **p** est la prévalence de l'indicateur à mesurer ; **d** est l'effet de sondage et **k** est le taux de non-réponse.

En l'absence d'informations sur les indicateurs clés au niveau de chaque zone agro-écologique, on considère comme cela est d'usage, que p=50%. Cette valeur assure qu'on aura la taille maximale de l'échantillon.

Par ailleurs, l'échantillon sera majoré de sorte à tenir compte des éventuelles pertes tout au long de la période, étant donné que ce sont les mêmes ménages qui seront suivis jusqu'à la fin.

Ainsi, la taille de l'échantillon qui assure une représentativité au niveau de l'ensemble de chaque strate est d'environ 2000 ménages, soit au total, 6000 ménages à enquêter dans les 30 communes est d'environ 6 000 ménages.

### **3.3 Procédure de tirage**

#### a. Tirage des villages

Disposant de la base de sondage des villages d'intervention du PAM, on procède un premier classement desdits villages suivant leurs zones agro-écologiques d'appartenance. Dans chaque village, un nombre forfaitaire de **30 ménages seront prélevés de façon aléatoire.**

Mis en forme : Police :Gras

### **3.3 Questionnaires**

La démarche adoptée dans cette enquête consiste à collecter des informations au niveau des communes/villages, des ménages échantillons et auprès des femmes en âge de procréer, les mères et gardiennes d'enfants âgés de moins de cinq (5) ans. Ainsi, quatre (4) instruments de collecte seront utilisés :

- Une fiche de dénombrement qui renseigne d'une part, sur l'identification de la ZD (région, département, commune/canton, numéro, etc.) et permet d'autre part de relever sans omission tous les ménages vivant dans la ZD ;
- Un questionnaire ménage qui sera administré dans tous les ménages échantillons du village retenu et est destiné à recueillir des informations sur la composition du ménage, les caractéristiques sociodémographiques et économiques des membres du ménage (sexe, âge, niveau d'instruction, état matrimonial, etc.) permettant d'identifier les personnes éligibles (les femmes âgées de 15 à 49 ans et les mères et gardiennes d'enfants âgés de moins de cinq ans.
- Un questionnaire individuel femme. Adressé aux femmes enceintes, aux femmes mères ou gardiennes d'enfants de moins de cinq (5) ans, le questionnaire individuel femme servira à recueillir des informations sur leur cadre de vie, la santé et la nutrition des enfants de moins de cinq (5) ans.
- Un questionnaire communautaire : Dans chaque village échantillon, il sera tenu un focus group regroupant les chefs traditionnels, les notables, les leaders d'opinion et les agents des services techniques présents. Ces discussions en groupe permettront de recueillir des indications sur la situation socioéconomique des communautés notamment les infrastructures sociales dont elles disposent, leur fonctionnalité et les barrières ou obstacles à leur utilisation.

### **3.4 Mise en oeuvre**

Les principales étapes de réalisation de cette enquête seront les suivantes :

#### **Etape 1 : Rencontres préliminaires**

Des réunions techniques auront lieu entre les cadres l'INS et des représentants du PAM afin de s'accorder dans les détails de la conduite de la présente étude. Cette étape correspond à celle de la contractualisation de la mission. Il s'agira pour l'INS d'avoir avec le PAM des échanges sur les objectifs fixés, les résultats attendus et sur la méthodologie qui sera utilisée pour l'organisation de cette enquête.

#### **Etape 2 : Recherche et exploitation documentaires**

La recherche documentaire permettra de disposer d'un certain nombre de documents et d'informations capitales pour la conduite de l'enquête capitalisant ainsi les expériences précédentes dans le même domaine. Cette recherche permettra donc de peaufiner la démarche méthodologique et d'élaborer les outils de collectes de données quantitatives et qualitatives.



### **Etape 3 : Elaboration des outils de collecte**

Dans le souci d'une prise en compte des préoccupations édictées dans les termes de référence (TDR), trois cibles essentielles seront concernées par l'enquête : les communautés (villages), les ménages et les femmes en âge de procréer ou les mères et gardiennes d'enfants âgés de moins de cinq (5) ans. Pour chacune des cibles, il sera élaboré un questionnaire. Ces différents questionnaires seront conçus de façon à permettre de collecter des informations à même d'établir clairement la problématique principale de l'enquête en rapport avec les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des communautés et personnes à interviewer.

### **Etape 4 : Recrutement et formation du personnel de terrain**

Il sera procédé au recrutement (et à la désignation) et à la formation de **66** agents pendant **huit (8)** jours. Cette formation portera sur divers aspects tels que la méthodologie d'échantillonnage, les techniques d'interviews, de prise de mesures anthropométriques et de maniement des PDA (Personnal Digital Assistant) via lesquels une partie de la collecte sera menée et sur le logiciel ENA/SMART qui servira à la saisie des mesures anthropométriques. Cette formation sera donc à la fois théorique et pratique avec plusieurs sorties sur le terrain.

### **Etape 5 : Finalisation des outils après la formation et le pré-test et validation par les partenaires**

Des observations, commentaires et contributions sur les outils de collecte peuvent découler de la formation et du pré-test sur le terrain. Il s'agira de prendre en compte ceux qui sont pertinents et les intégrer dans les questionnaires. Ce sont ces questionnaires dits définitifs qui seront administrés aux populations cibles pendant la collecte sur le terrain

### **Etape 6 : Collecte des données sur le terrain et supervision des équipes**

A l'issue de la formation seuls les 60 meilleurs agents seront retenus dont 15 chefs d'équipe et 45 agents enquêteurs. Il sera donc constitué 15 équipes qui vont sillonner l'ensemble des 45 communes. Ces équipes assureront la collecte pendant 21 jours. Afin d'apprécier, de faire améliorer la qualité des données recueillies sur le terrain et surtout de vérifier la cohérence interne et la vraisemblance des informations collectées, il sera organisé des missions conjointes de supervision d'une durée de douze (12) jours, selon huit (8) axes et assurée par des cadres de l'INS et du PAM.

### **Etape 7 : Centralisation et vérification des données**

Les questionnaires remplis seront réceptionnés par une équipe de l'INS qui vérifiera l'effectivité des grappes par équipe avant de les envoyer à la saisie.

## **Etape 8 : Saisie et traitement des données**

La saisie est une des étapes importantes du processus d'exploitation des données collectées auprès des ménages par les agents enquêteurs. Sa mise en œuvre aboutira à la constitution du fichier brut global de l'enquête. Dans le cadre de cette enquête cette étape sera réalisée par une équipe d'agents de saisie spécialement formée et organisée par le staff technique de l'enquête, qui définira la méthodologie et les procédures techniques de réalisation de la saisie. Auparavant, un masque de saisie répondant aux différents critères des questionnaires sera élaboré. Il tiendra compte des différents sauts logiques de cohérence contenus dans les questionnaires. La saisie d'une partie des données sera réalisée en utilisant le programme CSPro version 3.2. L'avantage de ce logiciel est qu'il permet, d'une part, un système de saisie interactif garantissant le suivi des sauts et filtres dans les questionnaires et le contrôle de la cohérence des données au fur et à mesure qu'elles seront introduites et d'autre part, l'acceptabilité des codes des questions,

La saisie des données sera assurée par **30 agents** de saisie expérimentés sous l'encadrement de **trois (3)** Informaticiens et à partir du masque de saisie élaboré à cet effet à partir du logiciel CSPro. Cette activité va durer **vingt (20) jours**. Une formation de **trois (3) jours** leur sera dispensée par des cadres informaticiens/statisticiens de l'INS pour bien maîtriser les questionnaires et le masque de saisie. Les données ainsi saisies feront l'objet d'un apurement en vue de corriger certaines incohérences constatées après la saisie et qui sont dues soit aux erreurs de saisie, soit aux erreurs de remplissage des questionnaires par les agents enquêteurs. C'est donc le fichier issu de cet apurement qui permettra de procéder à l'analyse des données.

## **Etape 9 : Analyse des données**

Il sera produit des tableaux et graphiques qui feront l'objet d'une analyse descriptive au cours d'un atelier (retraite) d'une dizaine de jours. A l'issue de cet atelier un rapport provisoire sera produit et transmis aux partenaires. Les observations et commentaires suscités lors de leur lecture du rapport seront pris en compte pour produire un rapport final de l'enquête.

## **CONCLUSION :**

Le respect à toutes les étapes du dispositif ainsi décrit permettra à l'INS d'assurer une qualité certaine aux données collectées dans le cadre de cette enquête, gage d'obtention des résultats attendus.

## B. OFFRE FINANCIERE

Le coût global de l'opération est estimé à **QUATRE VINGT CINQ MILLIONS DEUX CENT QUARANTE SIX MILLE QUINZE (85 246 015) F.CFA** détaillé de la manière suivante :

### DEUXIEME SCENARIO: TROIS STRATES SELON LES ZONES AGROECOLOGIQUES

	Nombre de jours	Quantité	Homme/jour	Coût Unitaire	Total
<b>1. Conception des documents techniques</b>					<b>2 650 000</b>
Conception de la méthodologie	7	6	42	25 000	1 050 000
Conception du questionnaire	7	6	42	25 000	1 050 000
Conception masque de saisie	5	2	10	25 000	250 000
Conception et suivi budgétaire	Forfait				300 000
<b>2. Formation</b>					<b>6 010 000</b>
<b>- Formation théorique</b>					<b>3 660 000</b>
Enquêteurs	6	66	396	5 000	1 980 000
Formateurs	6	8	48	10 000	480 000
Pause déjeuner pour formateurs	6	15	90	3 000	270 000
Chauffeurs de liaison	6	1	6	5 000	30 000
Carburant pour véhicule de liaison	6	1	6	10 000	60 000
Location de salle	6	2	12	70 000	840 000
<b>- Sorties standardisation</b>					<b>1 275 000</b>
Enquêteurs	1	66	66	5 000	330 000
Formateurs	1	8	8	10 000	80 000
Pause déjeuner pour formateurs	1	15	15	3 000	45 000
Chauffeurs de liaison	1	1	1	5 000	5 000
Carburant pour véhicule de liaison	1	1	1	20 000	20 000
Location de véhicule	1	7	7	60 000	420 000
Carburant	1	7	7	20 000	140 000
Chauffeurs standardisation	1	7	7	5 000	35 000
Collation pour enfants et accompagnantes	1	20	20	10 000	200 000
<b>- Sortie pré-test</b>					<b>1 075 000</b>
Enquêteurs	1	66	66	5 000	330 000
Formateurs	1	8	8	10 000	80 000
Pause déjeuner pour formateurs	1	15	15	3 000	45 000
Chauffeurs de liaison	1	1	1	5 000	5 000
Carburant pour véhicule de liaison	1	1	1	20 000	20 000
Location de véhicule	1	7	7	60 000	420 000
Carburant	1	7	7	20 000	140 000
Chauffeurs pré-test	1	7	7	5 000	35 000
<b>3. Impression et reproduction de documents</b>					<b>1 128 750</b>
Questionnaires	1	45 150		25	1 128 750
<b>4. Collecte</b>					<b>19 717 500</b>
Perdiems agents	21	45	945	10 000	9 450 000
Perdiems chefs d'équipe	21	15	315	12 000	3 780 000
Perdiem chauffeurs enquêteurs	21	15	315	7 500	2 362 500
Perdiem superviseurs	12	8	96	25 000	2 400 000

Perdiem chauffeurs superviseurs	12	8	96	7 500	720 000
Frais de guide superviseurs/enquêteurs	1	23	23	30 000	690 000
Cartes de communication équipes de collecte	1	15	15	5 000	75 000
Cartes de communication supervision	1	8	8	30 000	240 000
<b>5. Location de véhicule</b>					<b>24 660 000</b>
Location véhicule enquêteurs	21	15	315	60 000	18 900 000
Location véhicule superviseurs	12	8	96	60 000	5 760 000
<b>6. Carburant et lubrifiants</b>					<b>9 869 391</b>
Carburant et lubrifiant de collecte		12807		540	6 915 645
Carburant et lubrifiant de supervision		5470		540	2 953 746
<b>7. Matériels et fournitures</b>					<b>1 275 600</b>
Chemises à rabat plastifiées	1	330	330	1 500	495 000
Cartes de communication équipe technique	forfait				250 000
Sacs agent	1	66	66	3 500	231 000
Produits pharmaceutiques	1	23	23	10 000	230 000
Cahiers	1	99	99	400	39 600
Bics (formation+collecte)	1	4	4	7 500	30 000
<b>8. Saisie des données</b>					<b>2 760 000</b>
Formation des agents de saisie	3	30	90	3 000	270 000
Formateur	3	3	9	10 000	90 000
Pause déjeuner pour formateurs saisie	3	3	9	3 000	27 000
Perdiems agents de saisie	10	30	300	7 000	2 100 000
Perdiem contrôleur de saisie	10	3	30	10 000	300 000
<b>9. Traitement des données</b>					<b>2 000 000</b>
Apurement des données et tabulation	10	8	80	25 000	2 000 000
<b>10- Analyse des données (retraite)</b>					<b>10 755 440</b>
Perdiem cadres	10	9	90	25 000	2 250 000
Perdiem des chauffeurs	10	5	50	10 000	500 000
Pause café-déjeuner	10	20	200	6 000	1 200 000
Carburant pour 5 véhicules	936			540	505 440
Hébergement	10	20	200	25 000	5 000 000
Location salle	10	1	10	60 000	600 000
Finalisation du rapport	7	4	28	25 000	700 000
<b>10. Reproduction du rapport</b>					<b>360 000</b>
* Rapport provisoire	1	5	5	12 000	60 000
* Rapport final	1	20	20	15 000	300 000
<b>11. Total partiel</b>	1				<b>81 186 681</b>
<b>12. Frais généraux (5 %)</b>					<b>4 059 334</b>
<b>Total général</b>					<b>85 246 015</b>

### Hypothèses du budget

Nombre de ménage	<b>6000</b>
Durée collecte	21
Nombre de villages (20 ménages tirés par village)	300
Nombre de village/ jour	15
Nombre d'équipes (un village est enquêté en 1 jour)	15
Nombre d'enquêteurs	45
Nombre total d'agents (Un chef+3 agents par équipe)	60